

Interview



Ouvert
Ignazio Cassis
se verrait bien
à l'Intérieur
mais ne «ferme
aucune porte».

JEAN-PAUL GUINNARD

«Le Conseil fédéral doit avoir plus de courage»

C'est vendredi prochain qu'il saura si le PLR le désigne sur son ticket officiel. Le Tessinois Ignazio Cassis assume avec décontraction son rôle de favori dans la course au gouvernement. Entretien

Florent Quiquerez et Arthur Grosjean

C'est le favori incontesté à la succession de Didier Burkhalter. Le conseiller national tessinois Ignazio Cassis trace sa route vers le Conseil fédéral sans trop se préoccuper de la concurrence valdo-genevoise. Accusé d'être un «vendu» aux assureurs, il réplique fermement.

Lors de la tournée des candidats cette semaine, c'est Pierre Maudet qui a fait le show. Ça vous énerve?

Pas du tout. Il le fait bien. L'avantage qu'Isabelle Moret et moi avons sur lui, c'est d'être au parlement depuis dix ans. Sa faiblesse à lui, c'est justement son manque de notoriété à Berne. Si Isabelle Moret ou moi-même faisons la même chose, nos collègues ne comprendraient pas ce qui se passe.

Quel est votre adversaire le plus dangereux?

Nous avons trois profils différents et complémentaires. Pierre Maudet est jeune et plein d'énergie. Et on sent très bien dans sa manière de s'exprimer ou de se présenter qu'il est un professionnel de la politique. Isabelle Moret est comme moi une militante. Elle est solide et intelligente. En très peu de temps, elle est capable d'assimiler une quantité d'informations et de les synthétiser. Ce sera difficile pour le Groupe PLR de trancher, s'il décide d'un ticket à deux.

Vous passez pour un «vendu» aux assureurs. Avez-vous l'indépendance pour faire le job?

Quand j'étais vice-président à la FMH, j'entendais les pires choses sur les assureurs maladie, assimilés à des ennemis. J'ai donc voulu comprendre de l'intérieur ce qui se passait dans ces organisations, voulues par les Suisses pour participer au système de santé. Prendre la présidence de Curafutura, c'était un acte de courage. Comme à la FMH, j'ai dit d'emblée que je ne

serai pas leur lobbyiste. Lorsqu'il faut trancher, je le fais en faveur du PLR, c'est pour cela que j'ai été élu. Cela m'est déjà arrivé de voter contre la position de Curafutura. Il n'y a pratiquement aucun membre du parlement qui ne soit pas lié d'une façon ou d'une autre à une association.

Tous les mandats ne se valent pas. Vous gagnez 180 000 francs par année pour un lobby qui exerce une influence directe sur la santé.

Je gagnais la même somme à la FMH et cela ne dérangeait personne. D'ailleurs Curafutura publie chaque année les salaires qu'elle me verse. Combien d'asso-

ciations - y compris les syndicats - font preuve de la même transparence?

Seriez-vous intéressé à reprendre le Département fédéral de l'Intérieur?

Pourquoi pas? J'y vois des avantages comme des inconvénients. Je connais assez bien ce département, ce serait un grand plus. Par contre, quand on est conseiller fédéral, il faut aussi avoir le recul nécessaire pour s'extraire du détail et voir les axes stratégiques. Je ne ferme donc aucune porte.

Quelles sont vos solutions pour contenir les

«Rien ne brûle avec l'Union européenne»

● L'accord-cadre avec l'UE, plus personne n'en veut. Burkhalter s'est-il trompé dans sa politique avec l'UE?

L'accord-cadre? Il n'existe même pas en brouillon. L'élément qui me dérange, ce sont les juges étrangers. C'est contraire à 700 ans d'histoire suisse. Il faut chercher d'autres pistes. La Suisse a 120 accords bilatéraux qui créent une bureaucratie énorme. Dans le même temps, nous devons aussi étendre ces accords. Qu'on appelle cela accord-cadre ou accord institutionnel, ce dont on a besoin, ce sont des règles qui simplifient les choses.

Qui devrait trancher en cas de litige entre l'UE et la Suisse?

S'il y avait une solution simple, on l'aurait déjà trouvée. Nous de-

vons donc continuer à chercher, sans pression. La maison n'est pas en train de brûler. Il faut voir comment l'UE évolue avec ses problèmes et continuer le dialogue. Je rejoins Pierre Maudet sur l'idée d'un tribunal arbitral composé de manière paritaire, avec un juge neutre. C'est une piste à explorer.

L'UDC vous considère comme le moins euro turbo des candidats. Pourtant vous avez pactisé avec le PS sur l'immigration de masse...

Quand vous voyez le monde tout en noir ou tout en blanc, comme le PS ou l'UDC, vous oubliez qu'il est composé de différentes nuances de gris. Le PLR - comme le PDC - sont les partis de la nuance.

Vous serez donc le conseiller fédéral des 50 nuances de gris?

Je serai le candidat du réglage fin, d'une Suisse qui a toujours vécu grâce à la capacité de créer de subtils consensus qui sont l'origine de son succès.

La loi d'application va impliquer une bureaucratie énorme. Bureaucratie que votre parti combat.

C'est pour cela que nous ne voulions pas de cette initiative. Mais le peuple l'a acceptée. Cet article est dans la Constitution. Nous avons choisi une application light, car une majorité du parlement ne voulait pas casser les accords bilatéraux. Une application à la lettre aurait engendré encore plus de bureaucratie.

coûts de la santé?

A court terme, deux chantiers sont très importants, le premier porte sur les tarifs médicaux, le TarMed. C'est 11 milliards par année, avec derrière les intérêts divergents des médecins, des hôpitaux et des assureurs. Si Curafutura a été créé, c'est justement pour sortir de ce blocage. Aujourd'hui, la révision est largement inspirée de notre vision. Si la hausse des primes 2018 sera limitée à 2 ou 3%, c'est en grande partie grâce à l'engagement de Curafutura. Et j'en suis fier.

Et l'autre chantier?

Il faut un même financement pour le stationnaire et l'ambulatoire. Aujourd'hui, si vous allez chez votre médecin, 100% de la facture est payée par les primes. Si vous allez à l'hôpital, 55% sont payés par les impôts et 45% par les primes. Cela crée des incitations perverses. Tout le monde est d'accord, sauf les cantons qu'il faut réussir à convaincre. Le potentiel d'économie est énorme, de l'ordre de 1 milliard par année.

Vous avez un côté sympathique, mais on dit aussi que vous avez une main de fer sur votre groupe.

J'ai ces deux facettes. J'ai le contact facile avec mes collègues, mais lorsque je dirige le groupe, j'ai d'autres responsabilités. Lorsqu'une décision est prise, il faut la faire respecter. C'est le rôle du chef de groupe.

Le rôle principal de l'Etat est de défendre la liberté des citoyens

Ignazio Cassis
Conseiller national
PLR/TI

Vous vous êtes «droitisé» avec les années.

Par conviction ou par opportunisme?

Par conviction. Je suis arrivé en politique à 42 ans. Avec mon bagage de médecin cantonal, j'avais le rôle d'un administrateur qui applique des règles étatiques. Mais peu à peu, j'ai réalisé que ce n'était pas à l'Etat de dicter le comportement des gens. La liberté et la responsabilité des individus me semblent aujourd'hui plus importantes.

Donc vous renoncez à encadrer la société au nom de la liberté des individus?

Le libéralisme n'est pas synonyme d'anarchie. Il a comme but premier de garantir les libertés individuelles. Ces dernières ont été conquises avec du sang et des larmes. Nous voyons chaque jour comment dans d'autres pays cette liberté est mise sous forte pression par ce besoin biologique humain d'avoir la suprématie sur quelqu'un d'autre. Voilà pourquoi le rôle principal de l'Etat est de défendre la liberté des citoyens. Quant à ma ligne personnelle, elle est libérale sur le plan économique et progressiste sur les sujets de société. Je ne vais pas changer.

Avec vous le Conseil fédéral sera-t-il plus à droite qu'il ne l'était avec Burkhalter?

Je ne sais pas comment vote le Conseil fédéral. Mais ma ligne est claire: je suis un homme de centre droite. Je veux moins de règles contraignantes pour l'économie et plus d'éthique et de responsabilité pour les entreprises.

Vous dites que la Suisse n'existe pas sans l'italianità. Faut-il un siège italo-phonie permanent?

Non, je suis contre les quotas et contre la garantie d'avoir toujours un italo-phonie au Conseil fédéral. Le peuple a voulu une représentation linguistique adéquate. Il n'y a pas de règle temporelle, mais les élus doivent sentir quand le moment est opportun. Sans sa minorité italo-phonie, la Suisse n'existe pas.

Quand avez-vous eu envie de devenir vraiment conseiller fédéral?

C'est au moment où j'ai réfléchi à briguer la présidence du groupe PLR. J'ai eu envie de progresser. Accéder à la présidence d'un groupe, c'est un changement important et peut être aussi un tremplin vers le Conseil fédéral. Mais quand Guy Parmelin a été élu, j'ai pensé que les carottes étaient cuites. Puis il y a eu la démission surprise de Didier Burkhalter...

Comme médecin, quel remède pourriez-vous prescrire au Conseil fédéral?

Un peu de bonheur, un peu de convivialité, mais surtout beaucoup de courage. C'est ce qui lui a manqué ces dernières années lors des votations populaires. Il fut un temps où lorsque le Conseil fédéral disait quelque chose, le peuple le suivait aveuglément. Cette confiance et cette crédibilité se sont un peu perdues.

C'est ce qui explique la défaite sur la grande réforme fiscale des entreprises?

Oui, ou celle sur l'initiative contre l'immigration de masse. Qui s'est vraiment bougé et a fait un tour de Suisse pour expliquer les enjeux à la population?